

# CAP FINISTÈRE

PENN AR BED



Dispensé de timbrage BREST CTC

## Notre tâche

**80 personnes à Morlaix, 100 à Poullaouen, 140 à Trégunc... Les propositions de Ségolène Royal intéressent les Finistériens.**

Depuis cinq ans, les électeurs attendent, en effet, la vraie confrontation entre la gauche et la droite. "Car il s'agit bien d'un choix de société", estimait le premier secrétaire fédéral, Jean-Jacques Urvoas, le 12 mars, à Ergué-Gabéric.

Dans le département, plus de 50 réunions de présentation du pacte présidentiel de Ségolène Royal, généralement animées par les candidats aux législatives, ont été programmées.

Il ne s'agit pas d'énumérer les 100 propositions mais d'en expliquer la philosophie générale : rendre la confiance à notre pays en redonnant du pouvoir d'achat à ceux qui en ont le plus besoin et en investissant dans l'éducation et la recherche.

En préambule, il n'est pas inutile de rappeler la méthode utilisée par la candidate pour élaborer ces 100 propositions : Ségolène Royal a débuté sa campagne par une phase d'écoute qui s'est traduite par l'organisation de 5 000 débats participatifs en France, dont plus de 60 dans le Finistère. C'est à partir des cahiers de l'espérance, qui reprennent ce que deux millions de Français ont exprimé à l'occasion de ces débats ou sur Internet, et du projet socialiste que Ségolène Royal a élaboré les 100 propositions de son pacte présidentiel. "49 sont issues du projet et 51 des débats participatifs", a calculé Jean-Jacques Urvoas. "Ces débats ont bien mis en évidence les attentes des Français et surtout leur impatience", a souligné Richard Ferrand.

Les mots, chez Ségolène Royal, ne sont pas choisis à la légère. "Il ne s'agit pas seulement d'un programme mais d'un pacte d'honneur et

SUITE PAGE 2

**CAP FINISTÈRE**  
26 B, rue Aristide-Briand  
29000 QUIMPER  
DÉPOSÉ LE 22/03/2007



## Défense : l'heure du bilan

**Si l'économie du Pays de Brest dépend moins que par le passé des activités de Défense, celles-ci n'en conservent pas moins un rôle déterminant.**

En tant qu'ancien député, je me permets de porter un jugement critique sur les choix du gouvernement et l'action des parlementaires de droite.

Dès 2002, les premiers arbitrages ministériels ont été défavorables à Brest. L'École Interarmées des Sports (EIS) devait s'ouvrir au centre de la Villeneuve à Brest, en 2003, créant 170 emplois et accueillant 600 à 700 stagiaires par an. La ministre de la Défense a annulé la délocalisation de Fontainebleau à Brest, malgré la signature de marchés (piscine, logements, extension des équipements sportifs). Cette décision

n'a, semble-t-il, fait l'objet d'aucune intervention de la députée, Madame Lamour.

Suspendue à la demande du Président Chirac, à quelques mois de l'élection présidentielle en février 2002, la décision de remonter progressivement les six sous-marins d'attaque (SNA) de Toulon vers Brest est annulée par la ministre de la Défense. Là encore, nulle trace d'une éventuelle intervention des parlementaires de droite du Pays de Brest.



Tino Kerdraon

Depuis 2002, l'activité de la DCN de Brest a été soutenue grâce au grand carénage du Triomphant, à

SUITE PAGE 2

## EN CLAIR !

**Cette campagne est sans repères.**

*Ainsi, on lit, on entend que 65 % des Français seraient favorables à un gouvernement composé de bords politiques différents. Mais où ce modèle est-il synonyme d'efficacité pour résoudre les problèmes qui se posent à la France ? Il suffit de voir les contorsions de la coalition allemande pour s'en convaincre ! Mais le pire est à venir : François Bayrou serait le candidat du changement ! Alors, rappelons que dans les villes ou les conseils généraux, les élus UDF gouvernent dans l'harmonie avec l'UMP. Et quand ils assument la direction des exécutifs (Conseil général de la Côte-d'Or, du Calvados ou du Haut-Rhin), les vice-présidents sont UMP. Pas plus que l'on ne combat Le Pen en votant De Villiers, on ne s'oppose pas à Nicolas Sarkozy en choisissant Bayrou.*

# Notre tâche (suite)

**Les socialistes doivent mener une campagne de clarté et expliquer sans relâche le pacte présidentiel.**

\*\*\* *de confiance*", rappelle François Cuillandre.

Les réunions de présentation laissent toujours une large place au débat. Et c'est l'inquiétude qui prévaut. Mais comment pourrait-il en être autrement dans le contexte actuel ? Notre pays n'a jamais été aussi massivement endetté. Le remboursement des intérêts est devenu le deuxième budget de l'État. La croissance est en panne, largement inférieure à celle de nos concurrents ou partenaires. Et le déficit du commerce extérieur devient préoccupant.

A ces échecs économiques, il faut ajouter des échecs politiques : *"En dépit de celui qui avait le Kärcher à la main et la racaille à la bouche, l'insécurité n'a pas disparu"*, résume Richard Ferrand.



**Chantal Guittet sur le marché de Landerneau**

L'accès à la santé et à une retraite décente revient chaque soir. A Pont-de-Buis, le 14 mars, c'est une retraitée de Hanvec qui explique que les petites retraites agricoles sont particulièrement faibles (environ 600 euros) alors que celles et ceux qui les touchent ont travaillé très dur toute leur vie. *"Les Français commencent à réaliser les premiers effets de la loi Fillon"*, confirme Patricia Adam. C'est particulièrement vrai pour les femmes qui ont été obligées d'interrompre leur carrière pour élever leurs enfants, mais aussi pour des hommes qui ont connu des ruptures dans leur vie professionnelle. Les arrêts maladie ou l'invalidité se payent cash au moment de la retraite.

La carte de crédit ne va-t-elle pas remplacer la carte de sécurité sociale, se demandent aujourd'hui les Français. *"On sait que des jeunes ne se soignent pas correctement, faute d'argent"*, poursuit Patricia Adam. *"On ressent de très graves inquiétudes quant à l'avenir de l'Hôpital public"*,

confirment Marylise Lebranchu et Chantal Guittet.

A Pont-Croix ou Douarnenez, c'est sur le logement que Annick Le Loch fut interrogée.

Mais est-il vraiment possible pour la puissance publique d'agir, compte tenu de l'importance de la dette ? *"Cette question est revenue trois fois au cours du débat qui a suivi la présentation du pacte à Trégunc"*, se souvient Gilbert Le Bris. *"On sent vraiment qu'il s'agit d'une vraie inquiétude"*, confirme Chantal Guittet. Même si on comprend bien sur quel terrain les libéraux de l'UDF et de l'UMP veulent faire porter le débat : la dette interdirait toute possibilité d'intervention pour l'État. C'est là qu'il faut bien rappeler le clivage gauche/droite. *"D'un côté, avec Ségolène Royal, nous privilégions les solutions collectives, solidaires. De l'autre, la droite défend les solutions individuelles"*, expliquait François Cuillandre, le 7 mars, au PL Bergot à Brest. *"On doit malheureusement constater que la droite a, sur ce point, remporté une bataille idéologique"*, regrettait Richard Ferrand, à Pont-de-Buis. *"Mais la dette n'est pas un choix de gauche, c'est bien sous les gouvernements de droite, et singulièrement lorsque Nicolas Sarkozy était à Bercy, qu'elle s'est creusée"*.

*"Notre campagne doit être basée sur la clarté"*, a martelé Jean-Jacques Urvoas, dans les réunions qu'il a animées et devant le Conseil fédéral, réuni à Brest, le 16 mars. Alors que Nicolas Sarkozy et François Bayrou misent sur la confusion, les socialistes doivent expliquer et défendre les 100 propositions de Ségolène Royal pour répondre aux impatiences et vaincre les doutes. C'est là le travail que doivent accomplir toutes celles et tous ceux qui veulent la victoire de la candidate du changement. Il reste un mois pour en convaincre les électeurs : ne perdons pas de temps.



**Richard Ferrand**

# Défense : l'heure du bilan (suite)



**Les SNA doivent être basés à Brest**

\*\*\* l'activité d'entretien des sous-marins nucléaires et des bâtiments de surface d'une part, et, d'autre part, et surtout, à la construction des deux bâtiments de projection et de commandement (BPC) Mistral et Tonnerre.

Il n'est pas inutile de rappeler que la réalisation à Brest, certes avec des concours extérieurs, des BPC est le résultat de l'action déterminée des syndicats et de l'ancien directeur, M. Petitbois, mais aussi de François Cuillandre et de moi-

**Le savoir-faire risque de disparaître**

même, afin que Brest conserve dans ses missions la maîtrise des constructions neuves et la conception des systèmes d'armes.

Si l'activité de DCN est partiellement assurée par l'entretien de la flotte, il manque cruellement de la construction neuve.

Lorsque l'on est parlementaire de la majorité, on doit se battre pied à pied auprès des cabinets ministériels. C'est comme cela que Pierre Maille, François Cuillandre et moi-même avons obtenu le montage du portique à la DCN, la construction des plates-formes offshore, la maîtrise d'œuvre, l'assemblage et l'armement à Brest des BPC. C'est comme cela aussi que nous avons accompagné Thalès et obtenu, par nos multiples démarches, que le sonar Flash équipe les hélicoptères (NH90) et que la surveillance aérienne de la Turquie soit réalisée par Thalès Brest (500 millions d'euros).

Si le rôle du parlementaire est avant tout législatif, il se doit aussi de défendre les intérêts économiques et sociaux du territoire qu'il représente.

Activités construction neuve et déconstruction du Clemenceau à Brest, deux sujets qui nécessiteront une action soutenue et plus énergique que celle des parlementaires de l'actuelle majorité.

Tino Kerdraon

## Ça commence aujourd'hui

L'après-pétrole se prépare dès maintenant, a expliqué le député socialiste Jean-Yves Le Déaut, le 9 mars, au Foyer laïque de Saint-Marc, à Brest, à l'occasion d'un colloque consacré au réchauffement climatique.

Scientifique de formation, l'élu lorrain a récemment publié un rapport sur ce sujet.

L'utilisation des énergies fossiles et le développement démographique contribuent à modifier le climat. "La canicule de 2003 fut exceptionnelle. En 2050 ou 2070, nous connaissons tous les deux ou trois ans des températures comparables", annonce Jean-Yves Le Déaut. Les glaciers vont fondre et le niveau des mers s'élever. Les catastrophes naturelles seront plus fréquentes et plus violentes. La biodiversité pourrait être profondément modifiée.

Pour autant, le député socialiste se déclare optimiste. "Ségolène Royal est la seule candidate à avoir pris la mesure du défi que devons relever".

Pour réduire les émissions de CO<sup>2</sup>, deux chantiers sont prioritaires : le logement et



*Ségolène Royal est la seule candidate à avoir pris la mesure du défi que nous devons relever*

les transports. On peut rapidement agir dans ces deux secteurs. D'ailleurs, les collectivités de gauche, comme le Conseil général du Finistère ou Brest Métropole Océane (BMO), mènent déjà des politiques ambitieuses pour développer les transports collectifs, ont expliqué Pierre Maille et Thierry Fayret.

Avant de trouver de nouvelles sources d'énergie, il est indispensable d'économiser celles qui sont à notre disposition. Et cela passe, en particulier, par le logement. Il est désormais possible de construire des habitations qui consomment quatre fois moins d'énergie. Ce facteur 4, seule Ségolène Royal est capable de l'imposer !

## LIBREMENT DIT... LIBREMENT DIT... LIBREMENT DIT... LIBREMENT



### Passer du consommateur au consom'acteur

Avec Patrice Guégan

*50 % des comités d'entreprise d'Epicea sont pilotés par des élus CFDT et 50 % par des non-syndiqués.*

#### Cap Finistère : Quel est votre rôle ?

**Patrice Guégan :** Nous remplissons une fonction d'appui et de conseil pour les élus des CE. Ils ne disposent, en effet, que d'une décharge de 20 heures par mois pour accomplir leur mandat. L'aide qu'Epicea leur apporte et les partenariats que nous avons mis en place avec, entre autres, des mutuelles ou des cabinets d'experts-comptables, leur permettent de se consacrer à leur tâche prioritaire qui est la surveillance de la bonne santé économique de leur entreprise.

#### Cap Finistère : Cependant, les CE participent aussi à l'économie sociale et solidaire ?

**Patrice Guégan :** Tout à fait. Et de plusieurs manières. Nous sommes partenaires du Conseil général pour diffuser le "passeport loisirs culture" destiné aux jeunes défavorisés.

*Nous souhaitons que les consommateurs deviennent des consom'acteurs. Les CE peuvent distribuer des bons d'achat. Plusieurs entreprises privées se partagent d'ailleurs ce marché. Mais il est possible de le faire autrement, en soutenant le commerce équitable ou l'agriculture biologique. Si un CE veut passer des accords commerciaux, il vaut mieux qu'il le fasse avec des commerces de proximité plutôt qu'avec des grandes enseignes. C'est l'objet du "passeport cadeaux", nouveau titre de paiement sécurisé que nous développons depuis cette année.*

*Enfin, on peut expliquer aux élus des comités d'entreprise qu'ils peuvent placer leur épargne sur des placements solidaires, des fonds éthiques.*

*Pour résumer, nous voulons donner du sens aux comités d'entreprise, de manière à ce que les élus ne se contentent pas de redistribuer le pourcentage de la masse salariale qu'ils doivent gérer (0,2 % de budget de fonctionnement obligatoire et un pourcentage de budget ACS négocié par entreprise.*

Chaque entreprise de plus de 50 salariés doit se doter d'un Comité d'entreprise (CE). Trop souvent, son rôle se limite à distribuer aux salariés des cadeaux ou des tarifs préférentiels pour des activités de loisirs. Pourtant, comme l'explique Patrice Guégan, président de l'association Epicea, les CE doivent jouer un rôle bien plus important, en particulier dans le cadre de l'économie sociale et solidaire.

#### Cap Finistère : Pouvez-vous nous présenter Epicea ?

**Patrice Guégan :** Nous appartenons à la fédération Cézam qui regroupe 52 inter CE départementaux ou régionaux. Nous rassemblons 220 collectifs du Nord-Finistère qui partagent nos valeurs et notre projet. L'inter CE du Sud-Finistère s'appelle l'ALVAC.

## Rendez-vous

**26 mars**

A 20 h 00, Meeting de François Hollande, à Brest (Parc de Penfeld).

**4 avril**

A 18 h 30, secrétariat fédéral, au siège de la fédération à Quimper, 26 B, rue Aristide-Briand.

**6 avril**

A 18 h 30, Conseil fédéral, au local du PS, à Brest, 13, rue de Portzmoguer.

**9 avril**

Début de la campagne officielle.

**20 avril**

A minuit, fin de la campagne officielle.

**23 avril**

A 18 h 30, Conseil fédéral, au local du PS, à Brest, 13, rue de Portzmoguer.

## S'abonner :

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

.....

.....

.....

.....

Abonnement pour 1 an : 15 €

Abonnement de soutien :  
à partir de 20 €

Chèque à l'ordre de :  
Fédération du Finistère  
du Parti Socialiste.

## EN SAVOIR PLUS ...

### Hommage à Michel Quesnel

Michel Quesnel, avec d'autres de ses collègues, fait partie des universitaires à qui l'on doit la présence de l'enseignement supérieur à Quimper dès les années 1960. Il part avec l'estime et le respect de beaucoup d'étudiants à qui il a donné le goût de la littérature. Sa parole était une musique de la langue française qui fascinait et captait l'attention. Il a aimé et travaillé Antoine de Saint-Exupéry. On lui doit l'introduction générale aux œuvres de cet auteur dans la collection "La Pléiade". Il rejoint le "Petit Prince" après une vie de travail et de culture.

Bernard POIGNANT

### Réunions de présentation du Pacte Présidentiel

- Dimanche 25 mars à 10 h 00, à la MPT de Pont-l'Abbé, animée par Annick Le Loch.
- Mardi 27 mars à 20 h 30, salle polyvalente de Portsall (derrière l'église) à Ploudalmézeau, animée par François Cuillandre.
- Mardi 27 mars à 20 h 30, salle Marcel-Bouguen à

## Annonces légales & judiciaires

### AVIS DE CONSTITUTION

Par acte sous seing privé en date du 14 mars 2007, il a été constitué une SARL au capital de 5 000 euros, en numéraire, dénommée "ART'ATOUILLE".

**Siège social :** 5, rue du 19 mars 1962, 29000 QUIMPER.

**Objet :** Crêperie et stages d'arts plastiques.

**Durée :** 99 ans à compter de l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Quimper.

**Co-gérantes :** Melles GILLOT Caroline et Katell, demeurant respectivement 21, rue Hervé Quéméner, 29100 DOUARENNEZ, et 8, venelle de Rullan, 29710 PLOGASTEL-SAINTE-GERMAIN, nommées pour 99 ans.

Plabennec, animée par François Marc.

- Mercredi 28 mars à 20 h 30, salle Gauguin de Guilers, animée par Patricia Adam.
- Jeudi 29 mars à 18 h 30, au Centre culturel de la Forêt-Fouesnant, animée par Jean-Jacques Urvoas.
- Vendredi 30 mars à 18 h 30, à la MPT de Penhars à Quimper, animée par Jean-Jacques Urvoas.
- Lundi 2 avril à Locmaria-Plouzane, animée par François Cuillandre.

### Assemblée générale de la 7<sup>ème</sup> circonscription

L'Assemblée générale de la 7<sup>ème</sup> circonscription se déroulera le mercredi 28 mars, à 20 h 00, salle communale de Peumerit, en présence d'Annick Le Loch, Jean-Jacques Urvoas, Pierre Maille et Jean-Yves Le Drian.

### Lutte contre les discriminations : l'égalité des droits pour les couples de même sexe

Dans le cadre des débats du changement, le Parti Socialiste et Homosexualité et socialisme organisent deux débats le 24 mars : de 16 h 00 à 18 h 30, salle du Vauban à Brest (en face du Quartz) et de 20 h 00 à 22 h 30, salle n° 2 au-dessus des Halles, à Quimper.

### François Hollande à Brest, le 26 mars

François Hollande animera, le lundi 26 mars à 20 h 00, un meeting au Parc des Expositions de Penfeld.

### Jean Glavany à Lesneven, le 2 avril

Le député socialiste Jean Glavany, ancien ministre de l'Agriculture, sera, le 2 avril, à Lesneven, à la Maison d'accueil, pour animer une conférence-

débat sur l'agriculture et le développement durable.

### Marie-Noëlle Lienemann à Landivisiau, le 4 avril

La députée européenne Marie-Noëlle Lienemann, ancienne ministre du Logement, sera, le 4 avril, à Landivisiau, Espace Quéguiner, salle n° 1, pour animer une conférence-débat sur le thème : logement et précaireté.

### Arnaud Montebourg à Quimperlé, le 4 avril

Arnaud Montebourg, porte-parole de Ségolène Royal, tiendra un meeting, le 4 avril à 20 h 00, au Coat-Ker à Quimperlé.

### Le logement en débat

L'UESR (Union des Elus Socialistes et Républicains) organise, le 28 mars à 18 h 00, au Centre des congrès de Mescoat, à Landerneau, une réunion consacrée au logement, avec la participation de Thierry Repentin, sénateur de la Savoie, porte-parole socialiste sur le Logement, membre du Conseil national de l'habitat, Jean-Pierre Caroff, président de la Fédération Nationale des Offices d'HLM, vice-président à l'Habitat de Brest Métropole Océane, et Gilbert Monfort, vice-président du Conseil général en charge du Logement social, maire de Rosporden.

### Procurations

Le premier tour de l'élection présidentielle se déroulera le 22 avril et le second, le 6 mai. Pas une voix ne doit manquer pour Ségolène Royal. C'est dès maintenant que les électeurs, qui ne pourront se rendre dans leur bureau de vote à ces dates, doivent aller au commissariat de police ou à la brigade de gendarmerie de leur domicile pour établir une procuration.